

L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET LA QUÊTE DE LA PAIX EN CÔTE D'IVOIRE AU LENDEMAIN DE LA CRISE POST-ÉLECTORALE DE 2011 : ENJEUX ET NIVEAUX D'INTERVENTIONS

Thierry Hugues ADOUBI
Enseignant-Chercheur
Département d'histoire,
Université Alassane Ouattara – Bouaké (Côte d'Ivoire)

Résumé :

Cette contribution vise à faire l'état des lieux de l'action de l'Église catholique en faveur de la paix au lendemain de la crise post-électorale de 2011. Depuis la fin de la crise post-électorale, l'Église catholique est engagée, avec d'autres acteurs, dans le processus de réconciliation. Son implication dans cette crise a été graduelle et circonstancielle. Sa participation au processus de paix est perceptible par les sorties et les interpellations des évêques, d'une part ; par les actions du clergé et certaines structures catholiques, d'autre part. Notre méthodologie s'inscrit dans les sillages de la méthode tracée par l'école méthodique et validée par l'école des Annales. Par cette approche nous sommes parvenu à montrer les enjeux de l'engagement de l'Église catholique malgré les critiques à elle faites. L'atteinte de ces enjeux s'est traduite par l'engagement sans faille de l'épiscopat, du clergé et certaines de ses structures.

Mots-clés : Église catholique, paix, crise, post-électorale, Côte d'Ivoire

La Iglesia católica y la búsqueda de la paz en Costa de Marfil tras la crisis postelectoral de 2011: problemas y niveles de intervención

Resumen:

Esta contribución tiene como objetivo hacer un balance de la acción de la Iglesia Católica a favor de la paz en las postrimerías de la crisis poselectoral de 2011. Desde el final de la crisis poselectoral, la Iglesia Católica se ha comprometido, junto con otros actores, en el proceso de reconciliación. Su implicación en esta crisis ha sido paulatina y circunstancial. Su participación en el proceso de paz es perceptible por las salidas y las interpelaciones de los obispos, por un lado; por la acción del clero y de ciertas estructuras católicas, por otra parte. Nuestra metodología está en línea con el método trazado por la escuela metódica y validado por la escuela Annales. A través de este enfoque hemos logrado mostrar los desafíos del compromiso de la Iglesia Católica a pesar de las críticas que se le hacen. Superar estos desafíos ha resultado en el compromiso inquebrantable del episcopado, el clero y algunas de sus estructuras.

Palabras clave: Iglesia católica, paz, crisis, postelectoral, Costa de Marfil

The Catholic Church and the quest for peace in Ivory Coast after 2011 the post-election crisis: foundations and levels of intervention

Abstract:

This contribution aims to take stock of the action of the Catholic Church in favor of peace in the aftermath of the post-election crisis of 2011. Since the end of the post-election crisis, the Catholic Church has been engaged, along with other actors, in the process of reconciliation. Its involvement in this crisis has been gradual and circumstantial. Its participation in the peace process is perceptible by the exits and the interpellations of the bishops, on the one hand; by the actions of the clergy and certain Catholic structures, on the other hand. Our methodology is in line with the method traced by the methodical school and validated by the Annales School. Through this approach we have managed to show the stakes of the Church's commitment despite the criticisms made of it. Achieving these challenges has resulted in the unfailing commitment of the hierarchy, the clergy and some of its structures.

Keywords: Catholic Church, peace, crisis, post-electoral, Ivory Coast

INTRODUCTION

Le 19 septembre 2002 un coup d'État avorté se mue en rébellion armée. Cette prise d'armes plonge la Côte d'Ivoire dans une longue période d'instabilité et d'incertitudes. La volonté des différentes parties en conflit d'en finir avec cette crise débouche sur des accords politiques qui conditionnent la sortie de la crise au désarmement des belligérants et à l'organisation d'élections libres, inclusives et transparentes. Après plusieurs reports et tergiversations, les élections présidentielles ont finalement eu lieu en octobre 2010 pour le premier tour. Si le premier tour a été organisé sans heurt majeur et sans contestations des résultats, ce n'est pas le cas pour le deuxième tour qui a été la boîte de pandore du malaise socio-politique qu'a connu le pays. En effet,

À l'issue du deuxième tour des élections présidentielles, la Commission Électorale, réfugiée dans le Quartier Général de Alassane Ouattara, proclame ce dernier vainqueur. De son côté, le Conseil Constitutionnel, à qui revient le droit de proclamer les résultats définitifs des élections, proclame Laurent Gbagbo vainqueur. Si les élections et les institutions n'ont pu dégager un candidat consensuel, on recourt alors aux armes pour faire basculer le rapport de force dans un camp ou l'autre. Cette crise entraîne des pertes en vie humaine, des destructions de biens et matériels, l'exode des populations (T. H. Adoubi, 2022, p. 207).

Ces échéances électorales censées mettre fin à une décennie de crise, en ont créé une autre plus grave que la précédente. L'Église catholique dont l'expertise, dans la gestion des conflits, n'est l'objet d'aucune contestation, tente d'y apporter sa contribution dans la résolution pacifique de cette crise en sort stigmatisée à causes des positions discordantes de sa hiérarchie à propos des résultats des élections. Elle est alors mise sur la sellette, taxée de partisane et d'attentiste. Ces différents clichés ont réussi à entamer le prestige et la crédibilité dont elle bénéficiait depuis belle lurette. Nonobstant ce tableau sombre, sa capacité de résilience lui a permis de relever la tête et prendre part au processus de réconciliation et de paix enclenché depuis la fin du conflit. Le constat étant ainsi posé, nous nous demandons quel est le degré d'implication de l'Église catholique dans le processus de reconstruction de la paix en Côte d'Ivoire ?

La réponse à cette question exige une méthode d'approche. La nôtre s'articule en quatre étapes essentielles : la collecte de la documentation, le traitement par une série d'opérations

critiques (critiques d'authenticité, de restitution, de provenance, d'interprétation et de crédibilité) ; l'extraction du fait et l'organisation en un corps de science par la construction.

Notre argumentaire est bâti en trois axes. Le premier axe montre les enjeux sous-tendant l'action de l'Église catholique. Le deuxième axe planche sur l'action spécifique des évêques catholiques ivoiriens et enfin, le troisième axe se penche sur la contribution du clergé et des communautés catholiques.

1- Les enjeux sous-tendant l'implication de l'église catholique dans le processus de la reconstruction de la paix

L'Église catholique, institution millénaire, a toujours été partie prenante des aspirations de paix de l'humanité. Là où la paix a été menacée, elle a pesé de tout son poids pour le rétablissement d'un climat propice à la cohabitation pacifique des populations. Au lendemain de la crise post-électorale de 2011, son action répondait à plusieurs objectifs : la pérennisation de sa culture de paix et la réaffirmation de son leadership mis à mal par le mouvement pentecôtiste et ses dissensions internes nées en pleine crise électorale.

1-1- L'engagement en faveur de la paix, une vieille tradition de l'Église

La quête de la paix est une vieille tradition de l'Église catholique dont ni l'épiscopat, ni le clergé, ni les structures qui la composent ne peuvent s'en dérober. Cette tradition est consignée dans certains textes cultes et mis en œuvre l'épiscopat à travers certains actes mémorables. Pour s'en convaincre, il n'est que de jeter un regard rétrospectif sur l'histoire récente de cette institution pour nous en rendre compte.

Dans les années 60, la paix et la stabilité mondiales sont dans une zone de turbulence, les relations internationales sont empreintes de suspicion et de défiance à cause de deux faits. C'est d'abord la construction du mur de Berlin, dans la nuit du 12 au 13 août 1961, marquant la rupture physique du monde en deux blocs antagonistes. Désormais, un acte anodin peut dégénérer en conflit mondial par le jeu des alliances. L'exacerbation de cet antagonisme va trouver un terrain fertile à Cuba avec la crise des missiles en 1961. Ce deuxième fait est le pic de la confrontation Est-Ouest. Cette crise a failli plonger l'humanité dans une troisième guerre mondiale. Face à ces graves menaces contre la paix mondiale, l'Église catholique ne pouvait pas se taire. Le pape Jean XXIII (1958-1963), prenant toute la mesure des risques encourus par l'humanité, prend position en publiant le 11 avril 1963, *Pacem in terris* (Paix sur la terre), appelant tous les hommes de bonne volonté à s'engager en faveur de la paix. Contrairement aux

autres encycliques qui s'adressent au « Clergé et aux fidèles du monde entier », cette lettre va au-delà de cette cible classique pour s'adresser aussi « À tous les hommes de bonne volonté » ; une grande première dans l'histoire des écrits pontificaux. *Pacem in terris* paru dans un contexte d'inquiétude, de troubles et de graves menaces sur la paix mondiale a eu un écho retentissant considérable au point d'être vu, aujourd'hui comme un outil indéniable dans la quête de la paix mondiale. Il est aussi important de relever *Gaudium et Spes*, l'une des quatre principales constitutions dogmatiques issues du deuxième concile œcuménique du Vatican II (1962-1965). S'appuyant sur une large vision de l'homme et de l'univers, elle ambitionne mettre l'Église au cœur des grandes préoccupations de l'humanité : vie sociale et personnelle, culture, problèmes économiques et politiques, sauvegarde de la paix (Théo, 1992, p. 505). L'Église se veut plus proche et attentive aux maux qui minent notre monde actuel. Désormais, « Les joies et les peines, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ » (GS 1). Le 5^e chapitre de la deuxième partie qui s'intitule "La sauvegarde de la paix et la construction de la communauté internationale" est un appel pressant aux hommes de bonnes volontés à mettre tout en œuvre pour garantir la paix mondiale.

Joignant l'acte à la parole, des prélats Africains en particulier des Ivoiriens vont, par leurs actions, s'ériger en porte étendard de la paix sur le continent africain en proie à toutes les formes de conflits armés. Pour preuve, on peut se référer à la zone conflictuelle des Grands Lacs où les évêques ont fait à plusieurs reprises des déclarations courageuses et fermes pour hâter le processus de paix dans la région. C'est le cas en République Démocratique du Congo, en 1997, où l'épiscopat s'est impliqué particulièrement dans le processus de paix. Pareil en 2000, en Angola, l'épiscopat a dénoncé l'illégitimité de la guerre qui secouait le pays. Suivant l'exemple de ses homologues d'Afrique, Mgr Joseph Aké, dans son homélie du 18 octobre 2002, a montré à la classe politique ivoirienne la voie d'une paix durable. Pour ce prélat, on ne peut promouvoir les assises d'une paix véritable sans poser des actes qui témoignent de cette volonté de paix (E. G. Yao Bi, 2005). Mgr Bernard Agré, s'adressant à la Jeunesse Étudiante Catholique, l'a exhortée à ne pas rester indifférente devant les événements, mais à s'engager résolument pour une paix durable (E. G. Yao Bi, 2005). S'inscrivant dans cette logique, la Conférence des Évêques Catholiques de Côte d'Ivoire (CECCI) dans sa déclaration du 28 novembre 2002 a invité les Ivoiriens à s'abstenir de « Toute parole, de toute attitude et tout acte à relent belliqueux ou injurieux qui seraient de nature à compromettre les acquis en attisant la haine et la vengeance. Il est temps de mettre fin à la division, d'arrêter, d'entretenir les

frustrations et de semer la confusion » (CECCI, 2002). Et dans celle du 21 février 2003, les évêques ont condamné l'hypocrisie des hommes politiques qui ne manifestent aucun amour pour leur pays, l'indifférence de la communauté internationale devant le cas ivoirien, ainsi que le rôle ambigu de la France (E. Yao Bi, 2005). Les événements des 6 et 7 novembre 2004 ont été une nouvelle occasion pour l'Église, par la voix de l'évêque auxiliaire d'Abidjan, Mgr Joseph Aké, de dénoncer la duplicité, la barbarie et les forfaitures des soldats français à l'égard des jeunes aux mains nues et sans défense (E. G. Yao Bi, 2005).

En somme, la quête de la paix a été permanemment au centre des préoccupations de l'Église catholique. Chaque fois que la paix a été menacée, elle n'a ménagé aucun effort pour rétablir la confiance entre les antagonistes. Ses actions en faveur de la paix, depuis des lustres, sont perceptibles par des écrits, des condamnations, des médiations ou des plaidoyers de l'épiscopat. Au vu de cette tradition, l'Église catholique en Côte d'Ivoire, malgré les critiques, les stéréotypes et les incertitudes qu'elle traversait, ne pouvait pas déroger à cette règle ; elle a pour devoir de participer à la construction d'une paix durable voire permanente en Côte d'Ivoire.

1-2. La réaffirmation du leadership de l'Église catholique dans le paysage socio-politique ivoirien

Depuis la proclamation de l'indépendance de la Côte d'Ivoire en 1960, l'Église catholique a joui d'un quasi-monopole dans le paysage socio-politique. Cette institution par son leadership, est parvenue à imprimer à l'État postcolonial sa marque et se positionner comme un acteur incontournable dans la vie politique et sociale. Cette position privilégiée dont jouissait cette institution a été possible grâce à un certain nombre de facteurs au nombre desquels le soutien indéfectible du président-catholique, Félix Houphouët-Boigny, le pouvoir charismatique de Mgr Bernard Yago dont la stature irradiait la vie socio-politique ivoirienne. Cette influence du catholicisme était perceptible par les édifices dont elle a bénéficié, par la présence massive des fidèles catholiques dans la vie politique ivoirienne. Bédié, lui-aussi président catholique n'en fera pas moins, il pérennisera l'héritage légué par Houphouët-Boigny.

On le constate, depuis son accession à l'indépendance jusqu'à nos jours, les politiques religieuses des présidents qui se sont succédé ont été influencées par leurs appartenances religieuses. Partant de ce constat, on peut comprendre sans trop de difficultés l'essor du pentecôtisme sur la scène socio-politique et l'effritement de l'influence du catholicisme sous Laurent Gbagbo (T. Adoubi, A. Déa, 2017, p. 147). Avec la déferlante des années 90 et la

libéralisation du marché religieux, ce mouvement religieux est crédité d'une très grande influence auprès des hommes politiques africains qui recherchent son parrainage et son service au nom de l'impératif du succès conditionné par la renaissance (L. Lado, 2008, p. 67). Pour accroître leur influence dans la sphère politique, les pasteurs pentecôtistes proposent leur service aux politiques : conseillers, guides spirituels, etc. Cette connexion avec le pouvoir politique accroît ainsi leur influence et leur montée en puissance (B. Guibléhon, 2008, p. 48). Avec l'émergence de ce nouvel acteur sur la scène socio-politique, il est bien évident que la prééminence du catholicisme s'effrite. La mandature de Laurent Gbagbo est perçue comme l'âge d'or de ce mouvement religieux qui est parvenu à s'incruster dans tous les domaines en Côte d'Ivoire. Durant cette décennie, l'Église catholique était quasiment inexistante aussi bien dans le champ politique que sur le terrain de l'évangélisation : le pentecôtisme lui avait fait ombrage à tout point de vue. La tentative du catholicisme pour sortir la tête de l'eau pendant la crise postélectorale s'est avérée catastrophique. La volonté de cette institution à contribuer à la résolution de la crise a abouti à la division de sa hiérarchie. Cette crise interne va accentuer la perte de son influence dans le paysage socio-politique ivoirien.

Face à ce tableau sombre du catholicisme, il faut réagir, sortir de la léthargie dans laquelle cette institution est plongée depuis une décennie. Cette réaction consiste, dans un premier temps, à donner la preuve d'une institution solide, unifiée et capable d'être un acteur majeur dans l'accompagnement et la construction de la paix. L'objectif est de montrer une nouvelle cohésion en son sein. Ensuite par cette union, l'institution peut être à nouveau crédible aux yeux de l'opinion nationale, c'est tout le sens de l'expression de Mgr Ignace Dogbo Bessi : « Unité à l'interne, unité à l'externe ». C'est par le caractère pugnace de ses déclarations et actions que le catholicisme a pu se tailler la posture de porte étendard de la société ivoirienne, c'est cet idéal que la hiérarchie veut désormais atteindre. Cette période post-crise est une aubaine pour reprendre la place qui était la leur dans le paysage socio-politique. Ce pari est possible, d'autant plus que le mouvement pentecôtiste qui leur avait ombrage, la décennie passée, tend à s'essouffler. En face, l'islam, l'autre grande force religieuse, malgré ses accointances avec le pouvoir en place, est un peu plus discret sur la scène socio-politique. C'est une occasion idéale pour l'Église catholique de jouer à nouveau les premiers rôles dans le paysage socio-politique en Côte d'Ivoire.

Au lendemain de l'indépendance le paysage socio-politique était dominé par le catholicisme. Ce leadership est mis à mal par le mouvement pentecôtisme à l'accession de Laurent Gbagbo à la magistrature suprême. L'image de l'Église catholique est davantage

écornée au sortir de la crise postélectorale qui a mis à nu les dissensions politiques de sa hiérarchie. L'essoufflement du mouvement pentecôtiste et les défis de la reconstruction de la paix après une décennie de belligérance sont autant d'enjeux qui motivent le catholicisme à jouer sa partition afin de reprendre sa place de leadership dans le paysage socio-politique ivoirien.

Dans cette première partie, on retient que deux points essentiels fondent l'action de l'Église catholique dans le processus de reconstruction de la paix en Côte d'Ivoire. D'abord, il est question de pérenniser l'obligation faite à cette institution d'œuvrer en faveur de la paix mondiale. Cette obligation est rappelée par la hiérarchie à travers ses écrits et traduite par certains actes. Ensuite, il était question de relever un double défi : sortir de la léthargie dans laquelle la décennie du pouvoir Gbagbo l'a plongée ; parvenir à se tailler la posture d'une institution forte capable d'être un acteur crédible dans le champ socio-politique ivoirien. Il est impérieux pour l'épiscopat de donner une autre image de lui. Cela passe par son union.

2- L'engagement de l'épiscopat catholique en faveur de la paix

Depuis sa création en 1970, la CECCI a été un acteur essentiel dans la construction et la préservation de la paix en Côte d'Ivoire. Après la crise post-électorale de 2011, cette institution va encore jouer sa partition à plusieurs niveaux. D'abord, face à l'environnement délétère légué par la crise armée, elle va privilégier l'action souterraine et discrète afin de relancer le processus de réconciliation tombé dans une sorte de léthargie. Ensuite, vu les hésitations et la lourdeur du processus, l'épiscopat à travers les différentes sorties, va essayer de faire bouger les lignes.

2-1- "L'heure n'était pas aux discours" : l'ère des actions souterraines et discrètes

Au lendemain de la crise post-électorale, la CECCI est restée longtemps silencieuse, pratiquement plus d'une année sans aucune adresse publique comme elle avait habitué l'opinion nationale et internationale. Cette longue période de silence a été interprétée par de nombreux observateurs de la scène socio-politique ivoirienne comme l'aveu de l'impuissance de cette institution à contribuer à la promotion de la paix en Côte d'Ivoire. D'autres affirmeront que « L'institution n'a pas entamé son bilan de conscience et sa réconciliation en interne » (M.-M. Guyon, 2021, p. 215), donc incapable de réconcilier les populations. Cependant, loin d'être un aveu d'impuissance, la CECCI, fidèle à sa méthode du *voir-juger-agir*, a mis à profit cette période pour poser un véritable diagnostic de la situation afin de donner une réponse appropriée et efficace à la situation difficile que vivent les populations ivoiriennes. De ce diagnostic, cette

institution est parvenue, par la voix de son secrétaire général, le Père Emmanuel Wohi, à l'évidence que « Les Ivoiriens ne sont pas suffisamment réconciliés ». Mgr Ignace Bessi Dogbo, président de la CECCI est plus explicite sur la question :

La Côte d'Ivoire reste divisée entre partisans du gouvernement et membres de l'opposition. Ces derniers ont souvent des difficultés à trouver du travail, Il y a de très fortes discriminations. Souvent, l'adhésion au gouvernement ou à l'opposition dépend de l'ethnie respective des individus (notre pays compte plus de soixante ethnies différentes). Et c'est évidemment un terreau fertile pour de nouvelles inimitiés.

Le plus urgent ici, est d'endiguer les « nouvelles inimitiés ». C'est pour répondre à cette exigence que le gouvernement a créé la commission de réconciliation afin de remettre sur les rails le "vivre ensemble" des populations ivoiriennes. Face aux résultats mitigés de cette commission, l'Église catholique se devait d'agir (I. B. Dogbo, 2018). Cette institution a compris que « Pour une réconciliation vraie il faut travailler sur le cœur des hommes » (G. A. Ebloté, 2018) et non croire que « Tout ce qui se fait au niveau du développement économique est de nature à rayer les rancœurs et récriminations dans le cœur des hommes » (G. A. Ebloté, 2018). La priorité de l'Église était de parvenir à rétablir le lien de fraternité rompue entre les populations ivoiriennes. Pour une paix véritable et solide, il fallait briser le mur de méfiance et rétablir la confiance entre les populations par la justice, autrement dit, il faut réconcilier les populations, gage d'un nouveau contrat social. L'heure n'était donc pas aux discours, aux déclarations virulentes qui pourraient envenimer la situation, il fallait poser des actes concrets allant dans le sens de l'apaisement. C'est pourquoi, l'épiscopat a privilégié le travail discret et la médiation souterraine. Voici là déclinée la quintessence du premier axe de la stratégie de l'épiscopat au sortir de la crise de 2010-2011.

Dans son premier plan quinquennal post-crise (2013-2018), l'Église a mis un accent particulier sur la question de la réconciliation. En incluant cet aspect dans ce plan quinquennal, l'épiscopat ambitionnait réconcilier « L'Homme avec Dieu » et restaurer le climat de confiance et de paix qui régnaient avant la grave crise de 2010-2011. Cet objectif s'est réalisé par la formation de prêtres qui ont joué le rôle médiateur dans les conflits et ont aidé à éteindre certains qui étaient latents (Mgr I. B. Dogbo, 2018). Un autre pan de ce programme a été l'initiation des rencontres avec d'autres communautés, en particulier avec la communauté musulmane. Loin des chants de sirènes, l'épiscopat ivoirien, à travers sa Commission Justice et Paix est parvenue à des rencontres discrètes entre pouvoir en place et les leaders de l'opposition. Ces rencontres ont permis de rapprocher des adversaires politiques aux positions tranchées réfractaires à toute concession. On a aussi en mémoire, la rencontre de l'épiscopat avec le Commission Dialogue Vérité et Réconciliation le 19 septembre 2012. Rencontre au cours de laquelle l'épiscopat, par

la voix de Mgr Alexis Touably, alors président de la CECCI, a insisté, sans détour, sur le désarmement, la sécurité du pays, le retour des exilés, la libération des prisonniers politiques comme gages d'une vraie réconciliation réussie.

Contrairement aux préjugés et aux critiques acerbes, le plus souvent infondés, l'épiscopat à jouer un rôle important dans le rétablissement de la confiance entre les populations. Certains auraient voulu voir l'Église catholique entrer en conflit ouvert pour attester leur présence sur la scène politique. *Que nenni*. Si l'investiture de Alassane Ouattara comme président de la République de Côte d'Ivoire a mis fin à la crise armée, elle n'a pas pour autant mis fin à la crise sociale et identitaire. Cette paix demeure fragile à cause de la citadelle de méfiance qui s'est dressée entre les populations vivantes en Côte d'Ivoire. Consciente de cette situation précaire, l'Église catholique va adapter son action à cette atmosphère délétère où toute parole peut être objet à interprétation et saper les efforts déjà consentis. C'est dans cet esprit que se situe la réaction de l'Église au lendemain de la crise. La plaie était encore béante pour y enfoncer encore le couteau. En pareille situation, le bon sens commande la circonspection et la sagesse dans les actions. L'objectif final à travers ce premier axe de la stratégie de l'épiscopat ivoirien est de parvenir à créer un cadre propice de dialogue afin de booster la réconciliation.

2.2- L'épiscopat, une puissance morale de persuasion au service de la paix : l'ère des discours et des actions d'envergure

L'Église catholique en Côte d'Ivoire, par son caractère apolitique, est parvenue, depuis l'indépendance à imprimer sa marque dans le paysage socio-politique ivoirien. Cette position lui confère une stature de puissance morale de persuasion et d'action qui ne peut être négligée (E. Blanc, 1966, p. 401) dans la recherche de la paix en Côte d'Ivoire. Cette institution ne dispose pas de pouvoir coercitif pour imposer ses décisions. Ses seules armes sont : les Déclarations, Lettres pastorales, Médiation, bons offices, etc. C'est à travers cette armada qu'elle « A toujours interpellé les acteurs politiques nationaux et internationaux à des moments cruciaux de la vie de notre pays et ce, afin d'éviter toute dérive pouvant porter des conséquences nuisibles et imprévisibles » (ACC-CI, 2020).

Depuis l'affaire "Ernest Boka", en 1964 jusqu'à ce jour, elle a été, contre vents et marées, un acteur incontournable dans la quête de la paix. En effet, l'évolution de la situation socio-politique, les tergiversations constatées dans le processus de réconciliation sont autant de raisons qui ont contraint l'épiscopat à changer de cap afin de faire bouger les lignes. Les évêques

ont décidé de ne plus se taire, de faire entendre leur voix chaque fois que la situation l'exige. C'est la CECCI qui donne le ton, le 25 janvier 2015, à l'issue sa 99^{ème} Assemblée Plénière tenue à Abengourou. Dans leur communiqué final, les évêques ont posé « Comme l'un des préalables à l'organisation des élections, le désarmement effectif de tous ceux qui n'ont pas le droit de porter des armes ». La détérioration du climat politico-social, à la veille des élections présidentielles de 2020, marquée par la « Peur généralisée au sein de la population ; peur liée à la réalité des conflits intercommunautaires récurrents, aux questions d'insécurité, du foncier, de l'occupation illicite des forêts classées, de l'orpaillage clandestin et des problèmes relatifs à l'identité ivoirienne » (CECCI, 2019), a été une nouvelle occasion pour l'épiscopat de revenir à la charge, lors de sa 113^e Assemblée Plénière tenue à Agboville en juin 2019. C'est avec insistance que les évêques ont interpellé les acteurs sociopolitiques et les autorités du pays à préserver la paix par le leitmotiv « *Évitez-nous une autre guerre !* » Ce leitmotiv (5 fois dans le texte) traduit la préoccupation de l'Église catholique et sa volonté à préserver la paix en Côte d'Ivoire.

Depuis la fin de la crise post-électorale, les évêques n'ont cessé de se lever contre la détention des adversaires politiques qui, selon eux, est un terrain fertile de conflit. Pour s'en convaincre il n'est que de se rappeler la 114^e Assemblée Plénière de la CECCI, tenue le 19 janvier 2020 à Korhogo, où les évêques demandèrent « La libération des prisonniers politiques » comme gage d'élections apaisées. S'inscrivant dans cette démarche consensuelle, l'archevêque, lors de la messe de la paix, en présence du couple présidentiel, a plaidé pour la libération des partisans de Guillaume Soro, récemment arrêtés, dit-on, pour atteinte à la sûreté de l'État. Pour quiconque connaît la liberté d'esprit du cardinal Kutwa, à l'image de Yago, Tumi et Malula, on ne peut affirmer que cette déclaration est « inaccoutumée » (M. M. Guyon, 2021, p. 216). Il fallait s'y attendre, et c'était le lieu indiqué d'autant plus que c'était à une messe pour la paix, en présence du Président de la République. Après cet épisode, s'en suivront d'autres sorties courageuses du Cardinal, diversement interprétées par les observateurs de la scène politique ivoirienne. Pour soutenir l'idée d'une élection inclusive participative et apaisée, il autorise une marche priante de la jeunesse et des femmes de l'archidiocèse dénommée « Allons à la paix ». Cependant, la récupération politique par les partisans du parti au pouvoir, le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), a fait planer le risque de trouble sur cette manifestation pacifique. Soucieux de maintenir un climat de paix, le cardinal Jean-Pierre Kutwa a demandé que soit organisé, en lieu et place de la marche priante, le 15 février 2020, en l'enceinte de la cathédrale saint Paul du Plateau, une messe pour des

élections apaisées. Quelques mois plus tard, c'est sans détour qu'il prend position face à la candidature "gênante" d'Alassane Ouattara. En effet, le 30 août 2020, l'archevêque métropolitain d'Abidjan estimant que sa responsabilité de Pasteur étant engagée, ne « pouvait se taire » face à la détérioration de l'environnement socio-politique en Côte d'Ivoire provoquée, selon lui, par la candidature d'Alassane Ouattara qu'il ne trouve d'ailleurs « Pas nécessaire » (J.-P. Kutwa, 2020). Loin d'être une « déclaration clivante », comme l'affirme Miran-Guyon, l'archevêque a joué pleinement son rôle de pasteur et de guide. C'est conformément au magistère social de l'Église que le prélat a agi :

Il appartient à l'Église d'annoncer en tout temps et en tout lieu les principes de la morale, même en ce qui concerne l'ordre social, ainsi que de porter un jugement sur toute réalité humaine, dans la mesure où l'exigent les droits fondamentaux de la personne humaine ou le salut des âmes (Can. 747).

C'est surtout à cause des troubles et des morts engendrés par cette candidature qu'il a fait cette déclaration, a-t-il soutenu. Bien avant lui, des guides tels que Ediérou Blin ont appelé vivement à une candidature d'Alassane Ouattara. Pourquoi ce silence sur cet appel ? Ce n'est pas aussi clivant ? Toujours animé par le souci d'un climat paisible à l'approche des élections de 2020, d'autres prélats vont poser des actions allant dans ce sens. C'est l'exemple de Mgr Alexis Touably qui en septembre 2020, a organisé des ateliers regroupant les jeunes de plusieurs confessions religieuses pour prévenir les discours de haine afin d'anticiper les conflits intercommunautaires. C'est aussi le cas de l'Ordinaire de Yopougon, Mgr Jean Salomon Lezoutié, qui, au cours d'une conférence, le 27 septembre 2020, avait demandé à ses diocésains à œuvrer de sorte que l'enjeu des élections à venir ne tue pas le jeu. Que dire de la dernière Lettre Pastorale de l'épiscopat catholique ivoirien : *L'Église en Côte d'Ivoire au service de la réconciliation de la justice et de la paix*, rendue publique le 21 juillet 2020. Cette lettre pastorale est considérée comme la contribution majeure de l'épiscopat catholique à la préservation de la paix en Côte d'Ivoire, déchirée par plusieurs décennies de crises et de conflits armés. Les évêques catholiques y déclinent clairement leur position et leur stratégie pour une paix solide et durable.

D'abord les évêques ont fait l'apologie d' « Une Église appelée à vivre la communion avec Dieu, les autres et la création » en exhortant à une franche communion avec Dieu l'ordonnateur de toutes choses. Cette communion doit être aussi visible entre les catholiques eux-mêmes, d'une part ; visible entre tous les couches socio-culturelles qui se partagent l'espace ivoirien, d'autre part. En somme, l'épiscopat appelle à « Partager un destin qui va au-delà de l'expérience de ma communauté, de mon peuple, de mon pays, de mon continent. Les

hommes vivent dispersés dans le temps et dans l'espace. Mais Dieu le Père les a créés dans le Fils et les appelle en Lui, à un rassemblement universel » (CECCI, 2020). Ensuite, l'épiscopat insiste sur l' « Église-communion au service de la réconciliation, de la justice et de la paix ». Pour l'épiscopat la réconciliation, la justice et la paix ne peuvent être effectives que par l'acceptation des différences et la connaissance mutuelle. Car indiquent-ils, « c'est la peur de l'autre qui amène le refus de la différence, des relations agressives et les différentes formes de fanatisme religieux ». Enfin l'épiscopat appelle à « L'engagement de tous pour la construction d'une société de paix ». Cet engagement doit concerner toutes les couches sociales à l'œuvre de paix en étant de véritables acteurs de paix dans leurs milieux de vie.

Notre objectif n'est pas de faire un catalogue des actions de l'Église, mais à travers ces quelques actes, montrer le rôle capital de cette institution dans le processus de réconciliation nationale.

En définitif, l'épiscopat a joué un rôle considérable dans la normalisation de la cohésion et la cohabitation pacifique des populations. Ses interventions ont eu l'avantage de tirer la sonnette d'alarme sur des situations qui auraient pu conduire à une autre crise. Contrairement à ceux qui croient que « L'épiscopat est sorti passablement discrédité » (M.-M. Guyon, 2021, p. 216) de cette période post-électorale, nous estimons que l'épiscopat a su donner une autre image d'elle : l'image d'une institution solide, unie et capable désormais d'être le porte étendard de la société ivoirienne en quête de repère.

En somme, nous retenons que l'action de l'épiscopat catholique dans le processus de reconstruction de la paix a été graduelle et multiformes : elle a été soit collective, soit individuelle. Après la crise postélectorale de 2011, à cause du climat délétère et les sentiments de crainte et de suspicion entre les populations, l'Église a privilégié l'action de discrétion et de proximité afin de remettre le processus de réconciliation sur les rails. Les tergiversations et les hésitations constatées après dans la suite du processus ont contraint l'épiscopat à changer de cap et décider de ne plus se taire sur toutes les situations qui mettraient à mal la paix tant recherchée.

3- La lutte contre les stéréotypes : la contribution du clergé et des organisations catholiques

À l'action de la hiérarchie, il faut joindre d'autres initiatives qui ont contribué à faire tomber la citadelle de méfiance qui s'était dressée entre les populations après la crise post-électorale de 2011. Il était ici, question de s'attaquer à deux sortes de stéréotypes qui ont eu des

effets très nocifs sur la crise : la manipulation des fibres religieuse et régionale. En effet, s'il est bien vrai que la crise a occasionné des pertes en vie humaine, des dégâts matériels énormes, il ne faudrait cependant pas perdre de vue les conséquences psychologiques qu'elle a engendré. Les politiques pour des raisons inavouées vont surfer sur les fibres religieuses et ethniques afin de convaincre les populations à rallier leur cause. Pour se faire, ils vont incruste dans les consciences des populations le caractère religieux et ethnique de la crise ivoirienne, faisant des populations des personnes susceptibles. Or quand on sait que « La mémoire est un processus par lequel des expériences passées laissent une trace, qui se manifeste par une modification du comportement » (J. Barbizet, 1970), tout acte ou propos peut être sujet à interprétation et aboutir à un affrontement. Il fallait donc déconstruire toutes ces certitudes qui sont de réels obstacles à la réconciliation : tel était un autre volet de la contribution de l'Église catholique à la construction de la paix.

3.1- L'intensification du dialogue inter-religieux comme moyen pour circonscrire les conflits

L'un des challenges du catholicisme, c'était de déconstruire la conception selon laquelle, cette crise oppose les communautés religieuses, c'est pourquoi, il était nécessaire d'intensifier le dialogue inter-religieux. Comme le souligne Frédéric Lenoir (2008, p. 63) : « Outre les croyances qu'elle offre, la religion permet la cohésion sociale de pratiques identiques, des fêtes unifiées, de mythes forgeant une loi morale universelle dont l'État a besoin pour s'édifier ». C'est dire l'importance des communautés religieuses dans la consolidation du vivre ensemble dans un État. C'est pourquoi, l'Église catholique en Côte d'Ivoire a fait du rapprochement des communautés une priorité. Il fallait convaincre les communautés de la manipulation politicienne dont elles sont victimes. C'était le leitmotiv du Père Éric Abékan, secrétaire exécutif de la Commission Episcopale Justice et Paix. C'est ce qui ressort de ce témoignage :

Très tôt en effet, nous avons perçu les signes avant-coureurs de la grave crise qui a secoué le pays ces dix dernières années. Pour cette raison, nous avons organisé avec persévérance des séminaires de formation et de sensibilisation des imams, des leaders des communautés et associations musulmanes du pays. Concrètement, il s'agissait de prévenir les conflits et d'identifier les moyens de préserver la paix sociale, malgré la partition de fait du pays entre Nord et Sud, depuis septembre 2002. Le message principal délivré comme un leitmotiv lors de ces réunions était que le conflit ivoirien était de nature politique et non religieuse. Il s'agit d'une lutte pour le pouvoir qui n'a rien à voir avec les croyances des uns et des autres (IAM, 2018, p. 15).

Par cette stratégie, il est parvenu, avec l'imam Djiguiba, à circonscrire l'escalade de violences et rapprocher les communautés chrétiennes et musulmanes : « Le Père Abekan et l'Imam Guidjiba, ont affirmé haut et fort qu'il n'y avait pas un problème religieux en Côte d'Ivoire mais plutôt un problème politique. Cette parole a suffi pour éteindre le feu et rapprocher les musulmans et les chrétiens » (IAM, 2018, p. 15).

Le rapprochement des communautés s'est matérialisé par la création d'une confédération des femmes où elles débattent des problèmes de leurs communautés, l'organisation de débats par les jeunes, l'organisation des rencontres sportives, etc. (IAM, 2018, p. 13). Pour parvenir à ces résultats probants, plusieurs médias ont été mis à contribution, nous dit le Père Abékan : « Nous intervenons à la radio (radio espoir et/ou radio Al Bayan) et par la presse. Chacun a son point de vue. Nous ne parlons pas de dogmes mais des problèmes de la vie concrète » (IAM, 2018, p. 12-13).

À ces actions, nous pouvons relever la contribution de la paroisse Saint Philippe d'Abobo, commune dans laquelle les populations furent marquées par les violences politiques et intercommunautaires. En effet, après la crise, le clergé de cette paroisse a organisé, du 27 novembre 2011 au 8 janvier 2012, un séminaire pour la réconciliation communautaire qui a permis de renouer le dialogue entre elles (IAM, 2018, p. 17). Le point d'orgue de la volonté du catholicisme à œuvrer pour le rapprochement des communautés religieuses a été la création de l'Alliance des Religions en faveur de la paix par Mgr Ignace Dogbo Bessi.

Nous retenons que le dialogue interreligieux a permis « D'apaiser les esprits et de ne pas basculer la crise du politique au religieux (...). Il a permis aux populations de ne pas céder à certaines provocations et stratégies politiques comme l'agression des prêtres ou le fait de brûler le Coran » (IAM, 2018, p. 15). Pour le catholicisme, la meilleure façon de pérenniser la paix c'est le changement des mentalités des populations par une formation à la culture de la paix. Pour tenir ce pari, l'Église catholique va s'appuyer sur la communauté Sant'Egidio créditée d'une bonne expérience en ce domaine.

3.2- Sant'Egidio, une expertise au service de la paix en Côte d'Ivoire¹

La communauté catholique Sant'Egidio naît du désir d'Andrea Riccardi, alors jeune lycéen, de poursuivre d'une part, l'œuvre du père Roberto Sardelli qui a consacré sa vie à l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles de Rome (V. Soriano, 2015, p. 4) ;

¹ À cet effet, Cf. ADOUBI Thierry Hugues, 2023, « Sant'Egidio et la reconstruction de la paix en Côte d'Ivoire : 2002 à nos jours », *Revue Internationale Dônni*, Vol.3, N°1, juin, p213-224.

d'être plus proche et attentif aux maux qui minent le monde actuel, d'autre part. Avec des amis, il va se mettre rapidement au service des pauvres des quartiers marginaux de Rome et d'autres quartiers comme Garbetella, Ostiense, Monte Sacro, (V. Soriano, 2015, p. 4), etc. Ce groupe d'amis va s'agrandir, murir pour enfin prendre la dénomination officielle de Sant'Egidio dans les années 70.

Cependant, l'augmentation de la pauvreté, de la dégradation des conditions de vie des populations, le fossé entre riche et pauvre devenant de plus en plus grand, la communauté va redéfinir sa stratégie et son champ d'action. « Elle décide d'attaquer la question de la pauvreté en amont, car elle a compris que la misère n'est qu'un fait conjoncturel, le mieux serait de privilégier le fait structurel, qui n'est autre que la guerre » (T. H. Adoubi, 2023, p. 213). Le principe "la guerre est la mère de toutes les pauvretés" devient dès lors le leitmotiv de l'activité diplomatique de la communauté : conflit et pauvreté sont strictement liés.

En Côte d'Ivoire, elle a été une actrice clé dans la résolution et l'accompagnement du processus de paix. Elle a pesé de tout son poids dans le rétablissement du dialogue entre les parties belligérantes ivoiriennes. En témoigne sa participation à l'accord de sortie de crise paraphé en mars 2007, au Burkina-Faso. Elle été aussi présente auprès des populations pendant la crise postélectorale. Communément appelés les "casques blancs", les bénévoles de cette communauté vont arpenter les points chauds de la capitale afin d'apaiser les tensions et circonscrire les conflits entre les partisans des acteurs politiques. C'est le cas de Ange Sayé, bénévole de la communauté qui n'a pas hésité à interpellé un groupe de jeunes dans la commune de Marcory sur la nécessité que « Chacun accepte le verdict des urnes. Cela ne servira à rien de contester les résultats dans la violence. Nous devons agir comme des gens responsables » (G. Guguen, 2010). Cette action de ce bénévole a produit l'effet escompté, c'est ce qui ressort du témoignage de ce résident du quartier Marcory, où les tensions étaient très vives : « Si quelqu'un vient nous attaquer avec des gourdins et des machettes, nous nous défendrons. Mais nous ne riposterons pas ». Hormis toutes ces actions, Sant'Egidio a été très impliquée dans le dialogue interreligieux car, elle reste convaincue que « Le dialogue interreligieux, garanti la paix » (M. Impagliazzo, 2016). Nous comprenons dès lors son soutien aux autorités ecclésiales catholiques ivoiriennes engagées sur cette voie :

La communauté Sant'Egidio a participé activement à la recherche de la paix en Côte d'Ivoire. Elle a, notamment, organisé des rencontres avec toutes les confessions religieuses, y compris des religions africaines indépendantes qui contrôlent certains territoires. Elle a invité de nombreux chefs religieux à Rome. Depuis que la paix est revenue, la communauté Sant'Egidio travaille au quotidien pour le renforcement de la cohésion sociale. Elle cherche à favoriser la cohabitation pacifique des populations

dans les bidonvilles d'Abidjan. Elle ne travaille pas seulement avec les groupes religieux, mais avec les populations les plus démunies (IAM, 2018, p. 16)

Elle est l'origine des « relations privilégiées² » entre le Conseil National Islamique (CNI) et la CECCI. Elle a été également à l'initiative de l'appel des guides religieux qui ont reconnu l'urgence « D'ouvrir et de parcourir ensemble le chemin d'un nouvel humanisme de Paix » d'une part ; de « Travailler pour reconstruire le cadre de la cohabitation, du "vivre ensemble", qui a été le trésor le plus cher de la Côte d'Ivoire depuis sa naissance » (Appel des religieux, 2009) d'autre part.

Comme le souligne Marco Impagliazio, président mondial de la communauté de Sant'Egidio, un autre type de contribution de cette communauté « Passe par le travail social et religieux à travers nos communautés sur place. Nous pensons que les problèmes sociaux peuvent être exploités par ceux qui n'ont pas de bonnes intentions pour la paix » (M Impagliazio, 2016). C'est pourquoi, dans leur politique de prévention des conflits, un point d'honneur est fait à la jeunesse considérée comme une cible vulnérable. Un travail important est fait sur cette branche de la population à travers le mouvement "Jeunes pour la paix". C'est la quintessence du témoignage de Issac Essan Anghu, responsable de cette structure :

Le mouvement Jeunes pour la paix est né en Italie et se diffuse dans de nombreux pays. Il promeut la culture de non-violence et du vivre ensemble. Il combat les violences sur les réseaux sociaux et apprend aux jeunes à accepter les autres. Par des conférences, des concours de poésie et des chansons, le mouvement apprend aux jeunes à développer l'empathie, notamment envers les pauvres. Le mouvement travaille principalement avec des jeunes du secondaire et du supérieur. Mais il offre aussi des services de l'École de la paix en organisant des rencontres avec des enfants pour promouvoir la culture de la paix, ou tout simplement pour des services de soutien scolaire. Au niveau de l'enseignement supérieur, des étudiants font des mémoires et des thèses sur la communauté. Le travail sur les réseaux sociaux consiste notamment en un partage de vidéos, dans le but d'aller à contre-courant des idées négatives (IAM, 2018, p. 15-16)

CONCLUSION

L'Église catholique malgré les préjugés et les tensions internes a participé autant que se peut à la construction de la paix et de la cohésion nationale. Son implication dans le processus de réconciliation répondait à deux enjeux principaux : d'abord, pérenniser une vieille tradition de l'Église, celle de contribuer activement à la quête de la paix ; ensuite rédorner son blason et montrer l'image d'une institution crédible capable de jouer les premiers rôles dans le paysage socio-politique ivoirien. Son implication dans le processus de réconciliation est graduelle et multiforme. Avec le concile du Vatican II l'Église est désormais le Peuple de Dieu de la

² Informations rapportées par le site www.islaminfos.net

nouvelle alliance. Cette nouvelle ecclésiologie bat en brèche la conception selon laquelle il n'y a d'Église que la hiérarchie. Se serait écorné l'engagement de l'Église que de la limiter à l'engagement de l'épiscopat. Nous comprenons aisément l'implication de toutes les composantes de l'Église dans ce processus de paix. À l'action de l'épiscopat, ont suivi le clergé et certaines structures qui ont pour vocation la recherche de la paix.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ADOUBI Thierry Hugues (2018). « L'action sociale de l'Église catholique en Afrique postcoloniale : fondements et niveaux d'intervention 1960-2010. *Afroscope*, n°8, 379-398

ADOUBI Thierry Hugues (2021). « L'emphase du divin dans le discours du camp Gbagbo : construction, diffusion et enjeux d'une stratégie de mobilisation (2002-2011) ». *Djiboul*, n°001, Vol.4, 507-524

ADOUBI Thierry Hugues (2022). « Religion et société en Côte d'Ivoire : l'épiscopat catholique ivoirien au rythme de la marche de la société ». *LiLaS*, n° 4, juin, 187-210

ADOUBI Thierry Hugues, 2023, « Sant'Egidio et la reconstruction de la paix en Côte d'Ivoire : 2002 à nos jours », *Revue Internationale Dônni*, Vol.3, N°1, juin, p213-224

Alerte Précoce Côte d'Ivoire (ONG) (2020). Rapport sur les *Efforts de Pacification de l'Élection Présidentielle d'Octobre 2020 en Côte d'Ivoire*.

Appel des religions pour la paix en Côte d'Ivoire, 13 novembre 2009

BARBIZET Jacques (1970). *Pathologie de la mémoire*. PUF: Paris.

BAUM Gregory (s/d) (2013). *Pacem in terris, paix sur la terre. Relecture engagée dans le Québec d'aujourd'hui*. Novalis

BLANC Edmond (1966). « Le rôle des Eglises pour le maintien ou le rétablissement de la paix dans la société internationale contemporaine ». *Politique étrangère*, n°5-6, 401-412

DOGBO Bessi Ignace (2018). « Côte d'Ivoire : Seule la religion peut promouvoir la réconciliation, pas le gouvernement ». Entretien accordé à *Aide à l'Église en Détresse*, recueilli par Tobias Lehner. Disponible sur <https://aed-france.org/cote-divoire-seule-la-religion-peut-promouvoir-la-reconciliation-pas-le-gouvernement/>

ÉBLOTIÉ Guy Aimé (2018). « En Côte d'Ivoire, l'Église s'engage pour la réconciliation et le développement intégral » disponible sur <https://africa.la-croix.com/en-cote-divoire-leglise-sengage-pour-la-reconciliation-et-le-developpement-integral/>

GUIBLEHON Bony (2008). « Les mouvements pentecôtistes en Afrique ». *Débats-courrier d'Afrique de l'Ouest*, n° 56-57, 45-50.

GUGUEN Guillaume 2010. « La discrète médiation des "casques blancs" de Sant'Egidio disponible <https://www.france24.com/fr/20101130-discrete-mediation-casques-blancs-santegidio> consulté le 30 novembre 2022

IMPAGLIAZZO Marco (2016). « Les projets de Sant'Egidio pour l'Afrique » entretien accordé à Urbi & Orbi Africa, recueilli par KOUADIO Isidore. Disponible sur <https://www.la-croix.com/Urbi-et-Orbi/Actualite/Monde/Les-projets-Sant-Egidio-pour-Afrique-2016-07-11-1200775140> consulté le 12 février 2023

Institut Afrique Monde (2018). *Contribution du dialogue interreligieux à la pacification en Afrique de l'Ouest. Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin*. Etude réalisée par le groupe de recherche Institut Afrique Monde.

LADO Ludovic (2008). « Les enjeux du pentecôtisme africain ». *Etudes*, n° 4091, 61-71

LEDURE Yves (1979). *Conscience religieuse et pouvoir politique*, Paris Centurion, 187 p.

LENOIR Frédéric (2008). *Petit traité d'histoire des religions*. Plon : France.

MIRAN-GUYON Marie (2021). « Chronique du temps qui tangué ». *Afrique Contemporaine, La Documentation Française*, n° 271-272, 209-246

YAO Bi Gnagoran Ernest (2005). « Le rôle de l'Église dans la crise ivoirienne ». Colloque sur la crise ivoirienne : de la crise spirituelle à la crise sociopolitique, regard et contribution des chrétiens catholiques en vue d'une paix permanente.

ZAMBLÉ Bi Zaouli Sylvain (2017). « Laïcité et citoyenneté en Côte d'Ivoire ». *Perspectives Philosophiques*, n° 13, 84-103.